



Mali : Programme-pays Rapport de démarrage

Date : 27 octobre 2016

Table des matières

1 L'analyse contextuelle 9

2 Théorie du changement 2016-2017 17

3 Suivi et apprentissage 25

4 Gestion de WP..... 29

5 Budgets 2016 & 2017 du WP Watershed Mali 31

6 Annexes 32

6.1 Revue des résultats de la théorie du changement 32

Le présent document a été rédigé par l'équipe du Consortium du Programme de Watershed Mali, composée de :

Wetlands International : Frank van Weert, Maria Stolk, Seriba Konaré, Karounga Keita et Conny Hoiting.

Akvo : Machteld Galema et Dagmar Verbeek.

IRC : Sylvestre Tiemtoré et Juste Nansi

Résumé

L'équipe WP du Watershed au Mali (WP 3) a décidé de concentrer l'attention du WP malien autour **des questions de qualité de l'eau, de la gestion des déchets et la faiblesse institutionnelle** en s'attaquant aux problèmes fondamentaux autour de ces points. Sur la base de l'analyse contextuelle effectuée et des multiples consultations des parties prenantes tenues pendant la phase de démarrage (janvier-septembre 2016), il apparaît que ces questions sont clairement sous-estimées dans la société malienne et, pourtant, affectent l'accessibilité à l'eau et causent des ennuis immédiats et à long terme pour les populations et l'environnement. Le programme Watershed Mali, en mettant l'accent sur les questions de qualité de l'eau, intègre de façon adéquate à la fois les secteurs WASH et GIRE et couvre plusieurs sous-objectifs de l'ODD6. De plus, le programme travaille sur l'accès universel aux services durables de WASH suivant l'approche des droits de l'homme. Ces axes thématiques offrent également une bonne occasion d'aborder les questions de lobbying et de plaidoyer de la gestion de l'eau, tout en traitant des défaillances de capacités et des besoins de la société civile de traiter de façon adéquate la faiblesse institutionnelle et renforcer leur niveau d'influence sur les instances décisionnelles.

Par conséquent, le WP Mali se concentrera sur les **principales questions suivantes** :

- Les cadres normatifs (avec l'interdiction de certaines activités polluantes et l'obligation de réduire la contamination potentielle et de traiter les déchets) sur la qualité de l'eau n'existent pas ou sont inconnues des organisations et de la société civile
- Les politiques et lois qui aident à coordonner la gestion des déchets solides et liquides et aident à protéger la qualité de l'eau dans les plans d'eau ne sont pas respectées.
- La qualité de l'eau n'est pas systématiquement surveillée et, par conséquent, il n'existe pas d'organisation pour vérifier les effets des politiques de protection de la qualité de l'eau ni de systèmes de vérification de non-conformité
- Les engagements (budgétaires) du gouvernement vers une meilleure gestion des déchets et une meilleure protection de la qualité de l'eau ne sont pas clairs
- L'intégration actuelle de la GIRE dans la WASH est faible, ce qui fait que les liens entre la gestion des ressources en eau et la fourniture durable d'une bonne qualité doit être abordée.

Les principaux résultats sur lesquels le programme mettra l'accent sont :

- Les données sur la qualité de l'eau sont disponibles et accessibles pour tous

- Les OSC partenaires du Watershed disposent d'une base de données sur la qualité de l'eau et d'outils de collecte continue des données sur la qualité de l'eau et son accessibilité dans les zones pilotes du delta intérieur du Niger
- Les organisations de la société civile utilisent les preuves recueillies grâce au programme Watershed dans leurs stratégies de lobbying pour obliger les autorités nationales et les pollueurs à rendre compte;
- Les organismes gouvernementaux locaux dans les zones d'intervention font preuve de transparence par rapport aux engagements et aux dépenses sur les investissements pour une bonne qualité de l'eau
- Les autorités locales ont la capacité de générer de façon continue des données sur la qualité de l'eau et de les analyser
- Le gouvernement national alloue des budgets WASH / GIRE et rend compte des dépenses de manière transparente et ponctuelle;
- La DNH et la DNACPN surveillent et contrôlent la mise en œuvre efficace des politiques et des programmes WASH, axés sur la qualité de l'eau ;
- Des preuves qui attestent du plaidoyer des OSC du Mali en faveur des droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement sont disponibles et accessibles (qualité des services fournis, satisfaction des usagers, allocation budgétaire et dépenses, etc.)
- Le personnel et les dirigeants des OSC du Mali démontrent qu'ils ont la capacité de concevoir, planifier et mettre en œuvre des activités de lobbying et de plaidoyer en faveur des droits humains à l'eau et à l'assainissement
- Les OSC du Mali exercent un leadership efficace sur le lobbying et le plaidoyer pour les droits humains à l'eau et à l'assainissement (présence, moyens et actions)
- Les OSC du Mali contribuent financièrement à la défense des droits humains à l'eau et à l'assainissement.

Centre d'intérêt géographique

Le WP du Watershed Mali travaillera au maximum dans trois emplacements et échelles :

- L'engagement avec les autorités et les OSC aux niveaux local et du cercle aura lieu à Mopti et ses environs directs. Cette zone comprend les contextes urbains, périurbains et ruraux et fait face aux questions de qualité et d'accessibilité de l'eau ci-dessus mentionnées.
- La région de Mopti sera utilisée pour présenter les problèmes locaux et au niveau du district et elle sera liée à une deuxième échelle qui fonctionne au niveau gouvernemental national, à savoir Bamako.
- Un troisième emplacement est l'Office du Niger et ses zones rurales immédiates en aval qui font face à des problèmes de dégradation de la qualité de l'eau à cause du lessivage des intrants agricoles

Le programme développera des solutions conjointes en utilisant un certain nombre de preuves et de connaissances basées sur :

- Des données de surveillance de la qualité de l'eau
- Une bonne compréhension des politiques de protection de la qualité de l'eau et de la gestion des déchets, y compris les rôles et les responsabilités, les droits et les devoirs des parties prenantes maliennes, dont le gouvernement;
- Des informations transparentes sur les engagements des gouvernements aux niveaux national et local sur les budgets et les dépenses de WASH / GIRE en mettant l'accent sur

la protection de la qualité de l'eau et la gestion des déchets;

- Des possibilités de complémentarité de programmes et de coordination intersectorielle dans le secteur et entre toutes les parties prenantes impliquées, notamment avec la DNH et avec d'autres interventions (financées) par les Pays-Bas.

Partenaires, alliés et autres parties prenantes

Durant la phase de démarrage, Wetlands International, Akvo et IRC, ainsi que plusieurs acteurs maliens, ont cartographié les acteurs maliens liés à WASH et GIRE. L'exercice de cartographie comprenait les rôles et responsabilités des organisations, avec un accent particulier sur la qualité de l'eau, les questions liées à la gestion des déchets et le poids institutionnel. Il comprenait également les échelles d'opérations et les mandats (les échelles locales vs les échelles centrales/ nationales). La cartographie a été faite pour savoir si les ambitions et programmes des organisations étaient conformes à la philosophie de Watershed sur une WASH et une GIRE plus intégrées et le rôle qu'y joue la bonne gouvernance, ainsi que leurs capacités et leurs niveaux d'influence. Sur la base de cette cartographie, les partenaires du consortium malien du Watershed se sont mis d'accord :

- Sur la réalisation de synergies entre Watershed Mali et le travail local en cours des organisations identifiées;
- Sur les organisations que Watershed pourrait cibler pour des activités de lobbying et de plaidoyer ainsi que le renforcement des capacités,
- Sur les organisations dont nous aimerions renforcer les capacités
- Sur les organisations dont Watershed demandera le soutien pour mettre en œuvre les activités du programme au Mali (avec des accords contractuels et part de budget connexes);

Ces décisions sont présentées dans le tableau ci-dessous. La couleur bleu foncé indique les organisations clés avec lesquelles nous prenons le plus logiquement des engagements et le bleu clair indique les organisations avec lesquelles Watershed explorera les possibilités d'engagement. Les cellules blanches indiquent soit qu'il n'y pas d'engagement, soit dans certains cas, que cet engagement reste à définir ultérieurement pendant la mise en œuvre.

| Type d'organisation | Nom de l'organisation | Justification pour l'engagement avec l'organisation | Synergies possibles | L&P | Cible des activités de CB | Partenaire de mise en œuvre |
|--|---|--|---------------------|-----|---------------------------|-----------------------------|
| Organisation gouvernementale au niveau national. | DNH (CPS et points focaux) | Mise en œuvre de la GIRE (protéger la qualité de l'eau et assurer sa disponibilité) | | | | |
| | Ministère de l'agriculture (CPS et points focaux) | Élaboration et mise en application de politiques / de règlements sur l'irrigation, l'utilisation des pesticides et des engrais | | | | |

| Type d'organisation | Nom de l'organisation | Justification pour l'engagement avec l'organisation | Synergies possibles | L&P | Cible des activités de CB | Partenaire de mise en œuvre |
|--|---|--|---------------------|-----|---------------------------|-----------------------------|
| | Ministère de la Santé (CPS et points focaux) | Développement et application de politiques / règlements sur l'hygiène et les maladies d'origine hydrique | | | | |
| | Ministère de l'Eau et de l'Énergie (CPS et points focaux) | Développement et application de politiques / règlements sur la GIRE, y compris l'accès à l'eau | | | | |
| | Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable | Développement et application de politiques / règlements sur l'assainissement, la qualité de l'eau et la gestion des déchets | | | | |
| | DNACPN | Mise en œuvre de la gestion des déchets, définition de la norme environnementale. | | | | |
| | Office du Niger | | | | | |
| | Société Malienne du Patrimoine de l'eau potable (SOMAPEP) | Responsable de la construction d'infrastructures de gestion de l'eau | | | | |
| | Société malienne de gestion de l'eau potable (SOMAGEP) | Gestion de la distribution de l'eau | | | | |
| Collectivités locales | Haut Conseil des collectivités | Suivi des politiques (y compris les politiques hydriques) au niveau local | | | | |
| Communauté territoriale | Association malienne des municipalités | Organisation avec une grande et forte portée | | | | |
| Bureaux au niveau local (Décentralisation) | Tous les bureaux locaux des différentes organisations ci-dessus mentionnées (comme la DNACPN et la DRH) | Responsable de la gouvernance locale | | | | |
| Assemblée | Assemblée nationale | Élabore les lois, contrôle l'action gouvernementale et représente les parties prenantes au niveau national | | | | |
| OSC au niveau national | CN-CIEPA | A de l'expérience dans le domaine du lobbying et du plaidoyer pour une WASH universelle - Espace d'Interpellation Démocratique (EID) | | | | |
| | WASH-Alliance Mali | Groupement d'ONG locales; dispose de ressources pour soutenir les activités de WASH | | | | |
| | Water aid | Expérience pertinente dans le secteur WASH au Mali | | | | |
| | Association des journalistes actifs dans le secteur WASH | Bonne connaissance et un bon réseau en matière de communication | | | | |
| | Partenariats stratégiques | Autres programmes du gouvernement néerlandais comme Watershed | | | | |
| | Associations des droits de l'homme | Nous aide à obtenir des arguments pour que l'accès à l'eau soit considéré comme un droit humain | | | | |
| | Groupe Pivot | Expérience en lobbying et plaidoyer | | | | |
| | Helvetas | Disposée à coordonner avec Watershed Mali. | | | | |
| | Eau-Vive | Disposée à coordonner avec Watershed Mali. | | | | |
| | Oxfam-UK | Disposée à coordonner avec Watershed Mali. | | | | |
| | Enquête sur le rôle potentiel des acteurs du secteur privé | | | | | |
| OSC du DIN | Delta survie | Travaille dans le DIN, possède des connaissances en restauration des écosystèmes. | | | | |

| Type d'organisation | Nom de l'organisation | Justification pour l'engagement avec l'organisation | Synergies possibles | L&P | Cible des activités de CB | Partenaire de mise en œuvre |
|---------------------|-----------------------|--|---------------------|-----|---------------------------|-----------------------------|
| | GRAT | Expérience dans le cadre du travail avec la restauration des zones humides, expérience WASH dans le DIN. | | | | |
| | AMPRODE | Expérience dans le domaine de la restauration des zones humides, expérience WASH dans le DIN | | | | |

Pauvreté, genre et inclusion

La proposition originale du Watershed attire l'attention sur de nombreux problèmes de gouvernance liés aux services WASH et GIRE durables. Certaines de ces questions traitent de la façon dont les systèmes sont organisés pour que les opérations soient efficaces, efficaces et transparentes. Certaines autres questions liées à la gouvernance proviennent plutôt d'une origine humanitaire, traitent de la réactivité aux demandes, de la participation et de l'inclusion. En outre, un troisième groupe de questions de gouvernance (mentionnées dans la proposition initiale) tente de mettre les services WASH dans un environnement plus large et traite des questions de cohérence institutionnelle, d'intégration ainsi que de prise de décisions et de suivi fondés sur des données probantes. L'approche adoptée dans le cadre du WP Watershed Mali concerne en particulier ces dernières questions. Elle est axée sur la durabilité environnementale et essaie de lier la WASH à un environnement plus large de la GIRE qui inclut des éléments d'approches participatives et englobe le genre. Les résultats du WP ont été définis de telle sorte qu'ils puissent traiter de ce dernier groupe de questions. Les partenaires choisis avec lesquels nous allons travailler ont particulièrement assez d'expérience dans ce domaine.

Structure de gestion du Watershed et rôles des partenaires du consortium

L'équipe de Watershed Mali est composée des partenaires du consortium de Watershed dont Wetlands International - Mali (partenaire principal, basé au Mali), IRC (Burkina Faso) et Akvo (Mali).

- Wetlands International dirige le programme du Watershed au Mali et le bureau de WI Mali à Bamako (avec un bureau de terrain à Mopti / Sevare) est responsable de l'exécution du programme pays. En tant qu'organisation chef de file, WI assurera la coordination générale et sera responsable de la gestion du programme ainsi que de la liaison avec les autres équipes du WP. Cette tâche comprend la coordination quotidienne, la gestion du cycle de rapportage, y compris les rapports financiers, et, au besoin, la passation de contrats avec certains partenaires locaux de mise en œuvre justement pendant la phase de mise en œuvre. Wetlands International Mali sera responsable de la coordination et de l'orientation stratégique globale de l'équipe locale et de ses partenaires. En plus du rôle de chef de file et de coordination, Wetlands International travaillera avec ses partenaires locaux et internationaux pour soutenir les OSC locales dans le développement de connaissance

sur la GIRE, les zones humides et s'assurer que les questions de WASH soient intégrées dans les plans de lobbying et de plaidoyer du Watershed.

- **L'IRC** contribuera à ce programme dans trois domaines principaux : la documentation sur la connaissance de programme, le partage et l'apprentissage; le renforcement des capacités des OSC (avec des outils et des conseils sur la WASH) ; et le suivi des indicateurs WASH. L'IRC montrera aux OSC comment surveiller les indicateurs WASH (en particulier la politique nationale, les indicateurs de qualité de service, d'allocation budgétaire et les principes des droits de l'homme) et comment utiliser les données pour le lobbying et le plaidoyer pour les droits humains à l'eau et à l'assainissement.
- Akvo propose des services de données et des outils. Au Mali, Akvo met l'accent sur le renforcement des capacités des organisations locales de la société civile en rassemblant les données nécessaires au lobbying pour la qualité de l'eau dans le delta intérieur du Niger. Akvo évalue si les données sont utiles en utilisant une plateforme de données pour analyser, combiner et visualiser les données, qui seront transférées aux OSC à travers une formation élaborée. Akvo offre également des outils et une formation aux OSC locales pour la collecte de données afin de recueillir les données manquantes (par exemple la qualité de l'eau). Elle joue aussi un rôle dans la promotion de la transparence des données nécessaires, dans l'ouverture du lobbying des données ainsi que l'assistance dans la révision et le développement des normes de qualité de l'eau.

Le rôle de l'ambassade des Pays-Bas à Bamako sera examiné plus en détail et convenu. Elle jouera certainement un rôle important en créant et facilitant l'accès aux bons réseaux et en coordonnant les synergies entre les multiples partenariats stratégiques opérant au Mali.

Principaux obstacles au succès

- La **situation sécuritaire** au Mali est un obstacle clé qu'il faut affronter et qui fait que les activités sur le terrain ont besoin d'une planification minutieuse. Avec la situation actuelle, une grande partie du pays a été déclarée «zone à ne pas visiter» par le ministère néerlandais des affaires étrangères, limitant ainsi la mobilité du personnel Néerlandais. Quand la situation sécuritaire s'aggravera davantage, alors notre programme ne sera pas la première des priorités du gouvernement malien.
- L'analyse contextuelle montre que c'est surtout le **manque de volonté politique** et de capacité de mise en œuvre qui entrave la mise en œuvre d'une WASH plus inclusive et durable (et non pas le manque de technologie et de fonds). Le gouvernement a tendance à se concentrer davantage sur les secteurs qui contribuent directement au PIB. Changer la volonté politique constituera une tâche de lobbying difficile.
- Les données et les informations ne sont pas suffisamment utilisées dans l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, ni dans le suivi des effets des interventions ou encore dans le respect des cadres convenus. Dans les secteurs WASH et GIRE, il est difficile de connaître l'autorité gouvernementale responsable de la collecte et du partage

réguliers et systématiques de ces données. La meilleure pratique commence par la conviction que la prise de décision fondée sur des données probantes est préférable à une décision basée sur le sentimentalisme.

1 L'analyse contextuelle

Questions clés à traiter

Le Mali est un pays confronté à de multiples défis typiques de développement. Sa population d'environ 18 millions de personnes croît à un rythme rapide de plus de 3%. L'économie est relativement faible avec 38,5% du PIB dépendant du secteur agricole (le coton étant le principal produit d'exportation). En 2014, le Mali était classé au 176^{ème} rang (sur 184 pays) sur l'indice de développement humain et est donc parmi les pays les moins avancés du monde. Plus de 60% de la population vit dans des zones rurales alors que l'urbanisation atteint un rythme de 5%. Depuis 4 ans, le Mali est confronté également à de graves problèmes de sécurité, à des problèmes d'instabilité gouvernementale, à une réduction de la confiance dans le gouvernement de la part des différentes composantes de la société malienne et même à la rébellion, à l'anarchie, la violence armée et une intervention internationale de maintien de la paix afin d'éviter une aggravation de la situation.

Bien que le Mali soit un pays semi-aride à aride, la disponibilité annuelle en eau par habitant d'environ 8 000 m³ dépasse la norme critique considérée comme pénurie d'eau¹. Cette disponibilité en eau est due en grande partie au fleuve Niger et son affluent, le Bani en provenance de la Guinée. Quelque énorme que soit cette disponibilité, de grandes différences spatiales et temporelles existent car cette eau coule principalement dans les plaines inondables des fleuves. Ces derniers à leur tour montrent des variations saisonnières énormes dans le régime hydrologique avec des saisons humides et sèches bien distinctes. De plus, des variations pluriannuelles des débits fluviaux et des précipitations (sécheresses et inondations) affectent régulièrement des centaines de milliers de personnes. La migration est depuis longtemps une pratique courante pour les populations (à l'intérieur du pays, mais aussi à l'échelle internationale) afin de surmonter ces variations. Ces dernières années, l'insécurité politique a ajouté une autre dimension à cette pratique migratoire.

Le secteur de l'eau et de l'assainissement au Mali a connu au cours des dix dernières années une importante restructuration, avec l'adoption de plusieurs lois cadres, en particulier le programme sectoriel de l'eau et de l'assainissement (PROSEA) et le plan national d'approvisionnement en eau (PNAEP) de 2002, la Politique Nationale de l'Hydraulique de 2006 et la Politique Nationale d'Assainissement de 2009. Les institutions responsables du secteur WASH sont le Ministère de l'Energie et de l'hydraulique, avec la Direction Nationale de l'Eau et le Ministère de l'Environnement, de l'assainissement, du Développement Durable avec la Direction Nationale de l'assainissement et de la lutte contre la pollution et les nuisances (DNACPN). La séparation des responsabilités sectorielles sur deux ministères (voire trois avec le ministère de la Santé responsable de l'hygiène) rend difficile la coordination sectorielle et le financement intégré des politiques. Pour remédier à ces

¹ *Water for a Starving World. Malin Falkenmark, Gunnar Lindh. Westview Press, 1976 - Technology & Engineering - 204 pages. According to the Falkenmark Water Stress Indicator, a country or region is said to experience "water stress" when annual water supplies drop below 1,700 cubic metres per person per year.*

problèmes, une cellule interministérielle sur la planification et les statistiques en ce qui concerne l'eau, l'environnement et l'urbanisme a vu le jour en 2009. Toutefois, cette cellule est malheureusement à ce jour assez faible.

Reconnaissant l'importance de l'eau, le Mali a intégré depuis 2004 l'approche de la GIRE dans sa politique nationale de l'eau et a élaboré un Plan d'action pour la gestion intégrée des ressources en eau (PAGIRE) adopté par le Conseil des ministres en 2008. Le Ministère de l'Energie et de l'Eau, (en particulier) la DNH est responsable de la GIRE. Il faut dire que le programme WASH de PROSEA intègre explicitement les principes de la GIRE.

Théoriquement, des politiques et des institutions qui pourraient régir les services WASH et GIRE durables sont en place. Cependant, l'incohérence des politiques, le chevauchement des mandats et la faible capacité de mise en œuvre des autorités responsables font que la réalité est toute autre.

Le processus de décentralisation en cours, qui a également transféré les rôles et responsabilités dans la WASH et la GIRE du niveau du gouvernement central aux autorités municipales et de cercle, ne contribue pas à améliorer cette situation d'écart de capacité. Les municipalités manquent généralement de capacités techniques, administratives et financières pour gérer les services WASH et GIRE, la plupart des tâches étant déléguées aux associations d'utilisateurs d'eau et aux organismes du secteur privé (souvent sur la base d'accords contractuels obscurs).

L'accès à l'eau potable est supposé être de 63% dans les zones rurales et de 70% dans les zones urbaines. L'accès à des installations d'assainissement améliorées est de 16% dans les zones rurales et de 38% dans les zones urbaines. L'un des principaux enjeux de l'infrastructure WASH est le peu d'attention accordée à l'entretien et à la durabilité. 29 à 40% de cette infrastructure ne fonctionne pas. Cela est dû principalement aux modèles de prestation de services inappropriés, le manque d'expertise et le manque de redevabilité pour la durabilité de la part des acteurs de mise en œuvre des projets (gouvernement, ONG, bailleurs de fonds, etc.).

Une autre question clé identifiée est le manque de mécanismes de gestion des déchets solides et liquides au Mali. L'ANGESEM (Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali) gère la seule station de traitement des déchets liquides dans le pays (située à Bamako). Seule une infime partie des ménages est raccordée à des réseaux d'égouts (avec des tuyaux présentant souvent des fuites et / ou bouchés). La plupart des boues résidentielles urbaines se retrouvent dans des drains ouverts (également bouchés) et sont finalement déversées dans les fleuves ou dans les systèmes d'eaux souterraines. Dans les zones rurales, la plupart des eaux usées domestiques sont recueillies par des éboueurs de fosses septiques. Elles sont le plus souvent (illégalement) déversées de manière non durable. Les politiques régissant le traitement des effluents industriels, le stockage et le déversement (par exemple l'industrie minière à Kayes, les industries et tanneries autour de Bamako), y compris tout principe de paiement par les pollueurs, sont à peine renforcés. La collecte et l'évacuation des déchets solides existent à peine au Mali (en particulier dans les zones rurales). Les déchets sont généralement déversés sur des terrains vagues ou même dans des cours d'eau. Dans l'IND, les déchets sont évacués ou submergés pendant la saison des inondations avec des constituants polluants qui s'en dégagent. Dans les zones d'agriculture

intensive telles que Sikasso et la zone Office du Niger, l'écoulement restitué de l'irrigation est pollué avec des engrais et des pesticides.

En conséquence, des quantités énormes de contaminants sont introduites dans les plans d'eau et le sol du Mali. La surveillance de la qualité de l'eau (malheureusement assez irrégulière et avec une couverture inégale) montre que, dans de nombreux endroits au Mali, l'eau est contaminée au-delà des normes sanitaires internationales par des agents pathogènes bactériens, des nitrates, des métaux lourds et bien d'autres. En outre, les écosystèmes comme les zones humides qui fonctionnent normalement comme des régulateurs clés et des réserves d'eau, se dégradent de façon spectaculaire. Collectivement, cela contribue directement à l'insécurité hydrique, risquant que les investissements WASH ne soient que des solutions à court terme. On suppose que cela constitue une cause de morbidité et de mortalité liées à la qualité de l'eau. Une mauvaise qualité de l'eau peut également réduire les rendements des cultures, affecter la santé animale et le fonctionnement des écosystèmes (dont dépendent les moyens de subsistance des populations).

Les budgets pour la WASH et la GIRE ont récemment augmenté. Il convient toutefois de noter que le budget national consacré au secteur est de 0,8% du budget national total du Mali (l'engagement est de 5%); un taux très faible étant donné que l'eau et l'assainissement font partie des priorités du Cadre stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) au Mali. WASH est encore grandement financée par des transferts de fonds des partenaires de développement plutôt que par des taxes ou des redevances. Seuls 8 et 3% du budget gouvernemental malien sont consacrés aux opérations WASH ; ce qui explique la faiblesse de la durabilité des infrastructures et la quasi-inexistence d'approches axées sur les services. Une grande partie du budget ne suit pas la voie de la décentralisation vers les autorités locales. Le manque de capacité d'adsorption pour gérer les fonds des donateurs entraîne un retard dans la mise en œuvre des services WASH ou l'annulation de projets. Il y a un manque de transparence dans les engagements budgétaires à l'égard des diverses activités WASH et GIRE. Cette transparence est encore moindre en ce qui concerne les dépenses réelles.

Toutes ces questions illustrent le manque de prise de conscience des droits humains à l'eau et à l'assainissement au Mali. En réalité, ni les détenteurs de droits (citoyens et usagers), ni les autorités publiques et les prestataires de services sont conscients de l'engagement du pays à mettre en œuvre les droits des hommes à l'eau et à l'assainissement en adoptant le cadre global des ODD. Cette situation conduit à un manque de redevabilité des autorités et des prestataires et au manque d'exigences ou de plaintes de la part des citoyens et des usagers des services WASH.

Il existe au Mali un grand nombre d'OSC liées à WASH et (dans une moindre mesure) à la GIRE. Elles vont des comités d'hydraulique villageoise aux ONG internationales traitant des questions de gouvernance. Cependant, la plupart des organisations liées à WASH s'occupent de la mise en œuvre du projet WASH et du renforcement des capacités des communautés. Malgré les politiques existantes pour officialiser la participation du public, la voix des OSC dans la prise de décisions politiques est limitée. La plupart des OSC maliennes n'ont pas la

capacité et l'expérience nécessaires pour traiter des questions de gouvernance et pour s'attaquer aux questions de WASH/GIRE ci-dessus mentionnées.

Dans le contexte urbain, le secteur privé est fortement impliqué dans l'approvisionnement en eau potable (par exemple les organismes parapublics comme la SOMAGEP, la SOMAPEP, diverses petites entreprises développant des systèmes d'adduction d'eau potable pour l'élite urbaine, les unités industrielles d'embouteillage d'eau potable). Dans le secteur rural, la participation du secteur privé ne concerne que l'offre et la mise en place d'infrastructures. D'autres petites entreprises privées s'occupent de la collecte des eaux usées des latrines, tant en milieu urbain qu'en milieu rural, souvent dans le cadre d'ententes informelles avec les collectivités locales et les communautés.

L'équipe du WP de Watershed Mali (WP 3) a décidé de concentrer les WP du Mali autour de deux questions critiques et complémentaires identifiées dans l'analyse contextuelle : 1) la qualité de l'eau, la gestion des déchets et la faiblesse institutionnelle connexe; 2) l'accès universel aux services durables de WASH et les questions connexes de gouvernance. Le programme du Watershed Mali vise à remédier aux problèmes fondamentaux entourant ces deux questions.

1. Qualité de l'eau

La qualité de l'eau est évidemment un problème sous-estimé dans la société malienne, ce qui affecte l'accessibilité de l'eau et cause des soucis immédiats et à long terme pour les populations et l'environnement. Le thème de la qualité de l'eau intègre bien les secteurs WASH et GIRE et couvre plusieurs sous-objectifs des ODD. L'approche thématique se prête tout aussi bien aux activités typiques de lobbying et de plaidoyer liées à la gouvernance et au renforcement des capacités. Les questions spécifiques à traiter en matière de qualité de l'eau sont les suivantes :

- Les cadres normatifs (avec l'interdiction de certaines activités polluantes et l'obligation de réduire la contamination potentielle et d'assurer le traitement des déchets) pour la garantie de la qualité de l'eau sont inexistantes ou inconnus des organisations
- Les politiques et lois, qui aident à coordonner la gestion des déchets solides et liquides et à protéger la qualité de l'eau dans les plans d'eau, ne sont pas appliquées
- La qualité de l'eau est à peine régulièrement et systématiquement surveillée et, par conséquent, il n'existe pas d'outils permettant de vérifier les effets des politiques existantes visant à protéger la qualité de l'eau, ni d'outils pour vérifier le respect des réglementations de contrôle des émissions.
- Les engagements budgétaires du gouvernement en faveur d'une gestion adéquate des déchets et d'une meilleure protection de la qualité de l'eau ne sont pas clairs.

2. Accès universel à une WASH durable

L'accès universel à une WASH durable repose sur une approche plus conventionnelle du lobbying et du plaidoyer et comporte l'argument du droit humain. Il traite en particulier :

- De l'insuffisance des investissements dans les installations WASH en raison des ressources publiques limitées et des dépenses budgétaires non transparentes
- De la méconnaissance des droits de l'homme dans l'accès à l'eau et à l'assainissement et des obligations connexes pour les parties impliquées, conduisant à un manque de redevabilité des autorités et des acteurs ainsi qu'au manque d'exigences ou de plaintes de la part des citoyens
- De l'insuffisance des capacités, des compétences, des aptitudes et moyens des OSC à défendre adéquatement les questions stratégiques antérieures liées aux services WASH.

Il est important de noter que l'amélioration de la qualité de l'eau et la gestion des déchets peuvent être perçus en grande partie comme des tâches liées à la GIRE. Toutefois, les objectifs WASH peuvent être atteints grâce à ces interventions de GIRE. Cela s'explique par le fait que les écosystèmes tels que les zones humides, mais aussi les nappes souterraines ont la capacité intrinsèque d'atténuer la contamination introduite dans les ressources en eau et par conséquent aider à générer des sources d'eau pour l'utilisation domestique. Cette atténuation dépend du bon fonctionnement écologique de ces écosystèmes et du type de contamination. Par conséquent, gérer la qualité de l'eau, par exemple en réduisant les rejets de déchets dans les plans d'eau, aura des effets directs sur la distribution de WASH car les populations n'auront pas besoin de boire de l'eau de mauvaise qualité. Cela aide indirectement à maintenir les écosystèmes sains pour qu'ils continuent à produire des biens et des services comme l'eau, le poisson, le bois dont dépendent les moyens de subsistance des populations.

Objectifs pays et partenaires

Durant la phase de lancement, WI, Akvo et IRC, ainsi qu'un certain nombre d'acteurs maliens et autres acteurs pertinents, ont cartographié les organisations maliennes liées à WASH / GIRE. Cette cartographie comprenait les rôles et responsabilités des parties prenantes et mettait un accent particulier sur la qualité de l'eau et les questions de gestion des déchets. Elle comprenait également les différentes échelles d'opérations et de mandats, comme les échelles locales par rapport aux échelles centrales ou nationales. Une cartographie a été produite pour savoir si les ambitions et les programmes des organisations étaient conformes à la philosophie de Watershed sur l'intégration de WASH et GIRE. De plus, leurs capacités et influences étaient également évaluées. Sur la base de cette cartographie, les partenaires du Watershed Mali se sont mis d'accord :

- D'assurer des synergies entre Watershed Mali et le travail localement en cours des organisations identifiées;
- Sur les organisations que Watershed Mali aimerait cibler avec les activités de lobbying et de plaidoyer ainsi que le renforcement de capacité là-dessus;
- Sur les organisations dont nous aimerions renforcer les capacités,
- Sur les organisations dont Watershed demandera l'appui pour aider à mettre en œuvre les activités du programme au Mali (avec des accords contractuels et la part de budget y afférents).

Les résultats et les décisions de cartographie sont présentés dans le tableau ci-dessous. Les couleurs bleu foncé indiquent les organisations clés avec lesquelles nous nous engageons le plus logiquement à travailler, et les couleurs bleu-ciel indiquent les organisations avec lesquelles le Watershed explorera les possibilités de collaboration. Les cellules blanches indiquent soit l'absence d'engagement, soit le fait que, dans certains cas, cet engagement sera défini ultérieurement lors de la mise en œuvre.

Tableau 1: Cartographie et rôles des parties prenantes de Watershed Mali

| Type d'organisation | Nom de l'organisation | Justification pour l'engagement avec l'organisation | Synergies possibles | Trajectoires et cibles de L&P | Cible des activités de CB | Partenaire de mise en œuvre (accords contractuels) |
|--|---|---|---------------------|-------------------------------|---------------------------|--|
| Organisation gouvernementale au niveau national. | DNH (CPS et points focaux) | Mise en œuvre de la GIRE (protéger la qualité de l'eau et assurer sa disponibilité) | | | | |
| | Ministère de l'agriculture (CPS et points focaux) | Élaboration et mise en application de politiques / de règlements sur l'irrigation, l'utilisation des pesticides et des engrais | | | | |
| | Ministère de la Santé (CPS et points focaux) | Développement et mise en application de politiques / règlements sur l'hygiène et les maladies d'origine hydrique | | | | |
| | Ministère de l'Eau et de l'Énergie (CPS et points focaux) | Développement et mise en application de politiques / règlements sur la GIRE, y compris l'accès à l'eau | | | | |
| | Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable | Développement et mise en application de politiques / règlements sur l'assainissement, la qualité de l'eau et la gestion des déchets | | | | |
| | DNACPN | Mise en œuvre de la gestion des déchets, définition de la norme environnementale. | | | | |
| | Office du Niger | | | | | |
| | Société malienne du Patrimoine de l'eau potable (SOMAPEP) | Responsable de la construction d'infrastructures de gestion de l'eau | | | | |
| | Société malienne de gestion de l'eau potable (SOMAGEP) | Gestion de la distribution de l'eau | | | | |
| Collectivités locales | Haut Conseil des collectivités | Suivi des politiques (y compris la politique de l'hydraulique) au niveau local | | | | |
| Communauté territoriale | Association malienne des municipalités | Organisation ayant un réseau à large et forte portée | | | | |
| Bureaux au niveau local (Décentralisation) | Tous les bureaux locaux de différentes organisations comme la DRACPN et la DRH font mention de ce qui est signalé ci-dessus | En charge de la gouvernance locale | | | | |
| Parlement | Assemblée Nationale | Élabore des lois, supervise le gouvernement et représente les parties prenantes au niveau national | | | | |
| OSC nationales | CN-CIEPA | Expérience dans le domaine du lobbying et du plaidoyer pour la WASH - Espace d'Interpellation Démocratique (EID) | | | | |

| Type d'organisation | Nom de l'organisation | Justification pour l'engagement avec l'organisation | Synergies possibles | Trajectoires et cibles de L&P | Cible des activités de CB | Partenaire de mise en œuvre (accords contractuels) |
|---------------------|--|---|---------------------|-------------------------------|---------------------------|--|
| | WASH-Alliance Mali | Groupe d'ONG locales; dispose de ressources pour soutenir les activités de WASH | | | | |
| | WaterAid | Expérience pertinente dans le secteur WASH au Mali | | | | |
| | Association des journalistes actifs dans le secteur WASH | Bon réseau de connaissances et de communication. | | | | |
| | Strategic Partnerships (Partenariats stratégiques) | Autres programmes du gouvernement néerlandais comme Watershed | | | | |
| | Associations des droits de l'homme | Nous aide à obtenir des arguments pour que l'accès à l'eau soit considéré comme un droit de l'homme | | | | |
| | Groupe Pivot | Expérience en lobbying et plaidoyer | | | | |
| | Helvetas | Disposée à coordonner avec Watershed Mali. | | | | |
| | Eau- Vive | Disposée à coordonner avec Watershed Mali. | | | | |
| | Oxfam -UK | Disposée à coordonner avec Watershed Mali. | | | | |
| | Enquête sur le rôle potentiel des acteurs du secteur privé | | | | | |
| IND niveau des OSC | Delta survie | Travaille dans le DIN, possède des connaissances en restauration des écosystèmes. | | | | |
| | GRAT | Expérience dans le cadre du travail avec la restauration des zones humides, l'expérience WASH et dans le DIN. | | | | |
| | AMPRODE | Expérience dans le domaine de la restauration des zones humides, l'expérience WASH et dans le DIN | | | | |

Position géographique

Le WP du Watershed Mali travaillera dans 3 zones / échelles :

- L'engagement avec les gouvernements et les OSC au niveau local et au niveau du district aura lieu à Mopti et ses environs directs. Cette zone prend en compte les contextes urbains, périurbains et ruraux et est confrontée aux problèmes de qualité de l'eau susmentionnés.
- La position de Mopti sera mise à profit pour présenter les problèmes locaux et de district et sera liée à une deuxième échelle qui fonctionne au niveau gouvernemental national, à savoir Bamako.
- Un troisième emplacement est l'Office du Niger (OdN) et ses zones rurales immédiates en aval, confrontées à des problèmes de dégradation de la qualité de l'eau à cause du lessivage des intrants agricoles.

Mopti et l'OdN sont tous deux dans le delta intérieur du Niger (DIN). Le DIN est l'infrastructure naturelle qui régleme nte l'accès à une eau de bonne qualité. Le renforcement de la GIRE améliorera sa santé et sauvegardera l'approvisionnement en eau des zones rurales

Le programme développera un certain nombre de preuves et de base de connaissances :

- Des données de surveillance de la qualité de l'eau;
- Une bonne compréhension des politiques de protection de la qualité de l'eau et de gestion des déchets, y compris les rôles et responsabilités, les droits et les devoirs des parties prenantes maliennes;
- Des informations transparentes sur les promesses des gouvernements aux niveaux national et local par rapport aux engagements budgétaires et aux dépenses de WASH / GIRE, en mettant l'accent sur la protection de la qualité de l'eau et la gestion des déchets.

Pauvreté, genre et exclusion

La proposition initiale du Watershed oriente l'attention sur de nombreux problèmes de gouvernance liés aux services WASH et GIRE durables. Certaines de ces questions traitent de la façon dont les systèmes sont organisés pour que les opérations soient efficaces, efficaces et transparentes. D'autres questions liées à la gouvernance ont davantage des origines humanitaires et traitent de la réactivité à la demande, de la participation et de l'inclusion. En outre, un troisième groupe de questions de gouvernance (mentionnées dans la proposition initiale) tente de mettre les services WASH dans un environnement plus large et traite des questions de cohérence institutionnelle, d'intégration mais aussi de prise de décisions et de suivi fondés sur des données probantes. L'approche adoptée dans le cadre du WP de Watershed Mali concerne en particulier ces dernières questions. Elle adopte une position axée sur la durabilité environnementale et essaie de lier la WASH à un environnement plus large de la GIRE qui inclut des éléments d'approches participatives et qui englobe le genre. Les résultats du WP ont été définis de telle sorte qu'ils puissent traiter ce dernier groupe de questions. Les partenaires choisis sont particulièrement expérimentés dans ce domaine.

Harmonisation et liens avec les programmes en cours

Le programme du Watershed Mali fait un bon réseautage avec un certain nombre de projets et programmes en cours des partenaires du Watershed :

- WASH Alliance Mali (avec SIMAVI et des contributions d'Akvo et de WI);
- Le programme WASH élargi de l'IRC au Mali;
- (SP) Strategic Partnership (*Partenariats stratégiques*) : Partenaires pour la résilience qui traite de la gestion intégrée du risque et du renforcement de la résilience communautaire (WI) ainsi que les autres SP opérant au Mali;
- La formation et l'appui d'Akvo à l'intention de la DNH et de la DRH pour cartographier les points d'eau au Mali et la qualité des services qui en découlent dans tout le pays;
- Le renforcement des capacités du gouvernement malien par BAMGIRE sur la façon d'allouer de façon équitable et durable des ressources en eau rares en tenant compte

des besoins en eau des écosystèmes qui aident à soutenir l'économie malienne (WI, avec des contributions d'Akvo).

- Programme de VNG international sur le renforcement des capacités de la gouvernance municipale au Mali
- Le programme de renforcement des capacités de Nuffic Niche pour les instituts universitaires maliens (WI) en matière de GIRE.

Il est prévu de coordonner avec ces programmes et autres pour créer des synergies et un apprentissage conjoint.

2 Théorie du changement 2016-2017

Conditions préalables

Le principal objectif du programme de Watershed au Mali est d'accroître la capacité des OSC à faire du lobbying et du plaidoyer basés sur des données probantes pour une WASH durable pour tous, et à pouvoir s'engager avec les autorités locales et nationales dans le domaine de la gestion des déchets et des questions de qualité de l'eau, dans le but ultime d'œuvrer pour une WASH durable et équitable. Lors des ateliers consacrés à l'élaboration des TdC pendant les mois de juin et septembre 2016 à Bamako et Ede, il a été convenu que le travail sur la qualité de l'eau, l'accès à l'eau et les questions liées à la gestion des déchets réunissait les pratiques WASH et GIRE et qu'il contribue à de multiples sous-objectifs des ODD (comme par exemple les sous-objectifs 6.1, 6.2, 6.3 et 6.b). Deuxièmement, il a été convenu de concentrer l'accès universel aux questions de WASH selon l'approche des droits humains.

L'atelier consacré à la TdC en juin 2016 à Bamako a été basé sur une analyse contextuelle concise qui a conduit à une compréhension insuffisante de la gouvernance de WASH et de la GIRE dans le contexte malien. Il a ensuite été décidé de procéder à une analyse contextuelle révisée, puis de revoir la première TdC. L'atelier de Bamako consacré à la TdC s'est tenu avec des partenaires clés du Watershed et des parties prenantes du Mali (la vidéo de la session peut être visionnée ici). Celui tenu en septembre à Ede s'est déroulé avec les partenaires de Watershed Mali. La TdC finale n'a pas encore été validée avec les OSC maliennes locales avec lesquelles nous comptons travailler. Une réunion de validation est prévue vers la fin de 2016.

Les TdC contiennent deux résultats traitant du comportement des citoyens. Toutefois, les activités de ce WP ne cibleront pas directement les citoyens. On s'attend à ce que les résultats liés aux citoyens se produisent comme conséquence logique d'autres résultats.

La TdC s'adresse principalement aux OSC et aux autorités gouvernementales. Toutefois, deux résultats concernent spécifiquement l'Office du Niger. Bien que l'ODN soit une autorité gouvernementale, il représente de nombreux intérêts du secteur privé et l'on suppose que grâce à l'ODN, nous sommes en mesure d'influencer le secteur privé engagé dans l'agriculture intensive. Au cours des discussions sur la TdC, Watershed a explicitement choisi de ne pas cibler les industries minières. Ce secteur a de solides intérêts avec les autorités maliennes et nous ne sommes pas sûrs que notre programme ait dans ce secteur un impact significatif. En outre, ce secteur n'est pas situé dans la zone géographique choisie. D'autres industries ne sont l'objectif ni de cette TdC, ni de nos interventions.

Description narrative de la théorie du changement

La TdC traite de deux sujets thématiques principaux :

1. La qualité de l'eau, la gestion des déchets et la faiblesse institutionnelle
2. L'accès universel à des services durables de WASH et les questions connexes de gouvernance

Les questions qui entravent la WASH durable pour tous au Mali et que nous voulons aborder sont les suivantes :

Spécifiques à la qualité de l'eau :

- la mauvaise gestion des déchets et par conséquent la dégradation de la qualité de l'eau dans les plans d'eau dont provient l'eau potable et sur lesquels prospèrent les écosystèmes
- le manque global de données et d'informations sur la qualité de l'eau
- le cadre normatif aidant à protéger la qualité de l'eau manque ou est inconnu
- les politiques et lois sur la gestion des déchets et la protection de la qualité de l'eau ne sont pas appliquées

Accès universel à WASH

- les budgets dépensés par les pouvoirs publics ne sont pas suffisants pour générer assez de services WASH pour un accès universel
- Les OSC, les médias et les populations ne sont pas suffisamment organisés et capables de tenir les gouvernements et les prestataires de services WASH redevables.
- Le manque de capacités des gouvernements et des fournisseurs de services WASH pour organiser des programmes et un environnement propice pouvant développer des services WASH durables.

Sur la base des deux principaux sujets thématiques et des questions connexes plus particulières, trois voies ont été définies pour répondre aux besoins du programme du Watershed, à savoir :

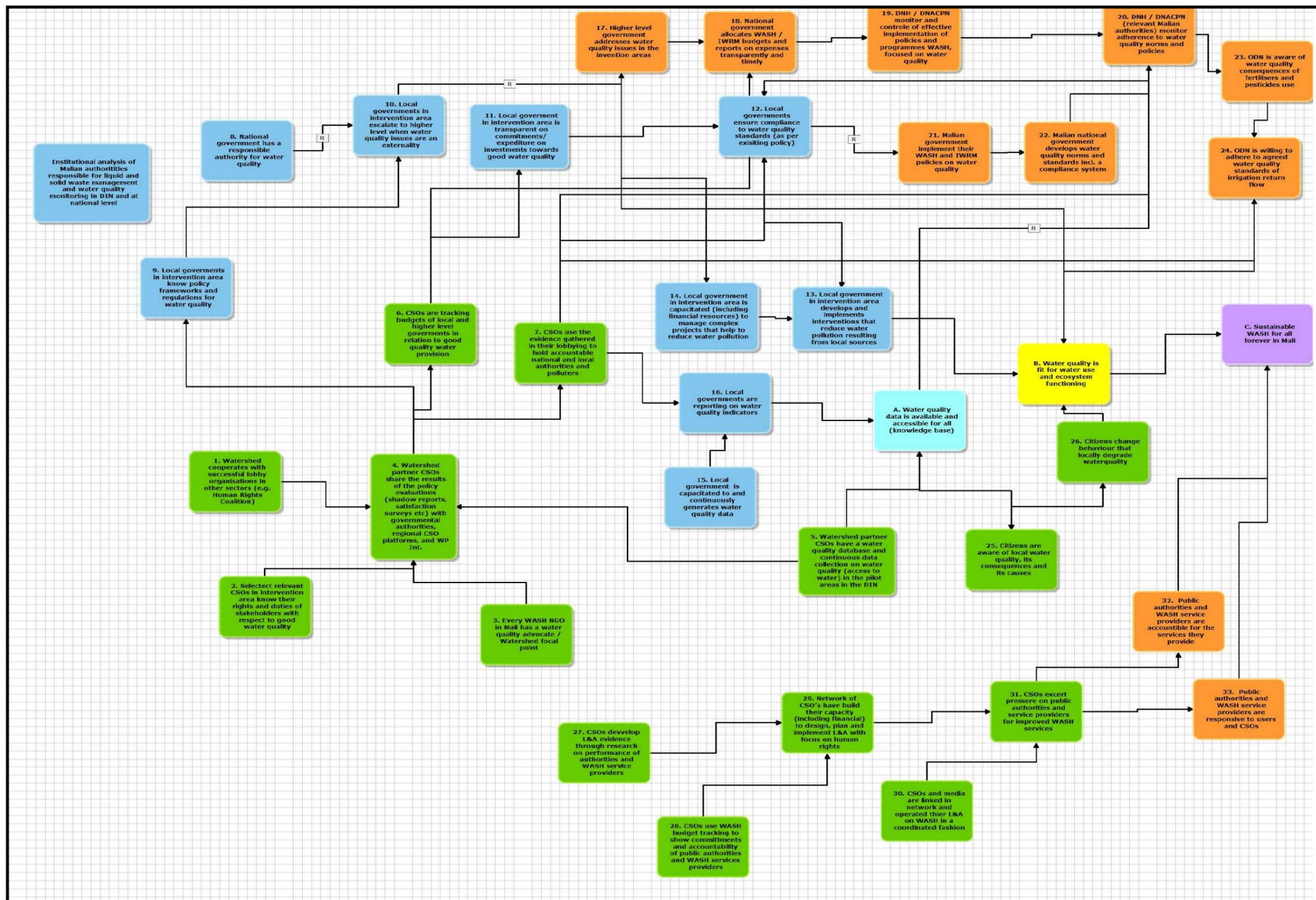
1. Renforcer la capacité des OSC afin qu'elles puissent générer des processus de L & P basés sur des informations et des preuves capables de responsabiliser les autorités locales et nationales ainsi que le secteur privé dans la gestion des flux de déchets et de qualité de l'eau, tout en donnant l'accès à de l'eau de bonne qualité et livrant de services durables et universels de WASH.
2. Renforcer la prise de conscience et la capacité des autorités locales dans leur rôle de facilitateur des services Wash durables;
3. Faire du lobbying et du plaidoyer en faveur de meilleurs cadres normatifs, de l'application de lois et de politiques aidant à protéger la qualité de l'eau dans les plans d'eau au Mali et assurer la réalisation des droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement.

La logique derrière la TdC est que les capacités des OSC liées à WASH / GIRE dans la région de Mopti et celles qui travaillent au niveau du gouvernement central seront renforcées afin qu'elles puissent produire les preuves permettant de rendre les gouvernements nationaux et locaux responsables de la bonne gestion des déchets et de la protection de la qualité de l'eau en livrant des services WASH respectueux des ODD. Parmi ces capacités se trouve celle de développer une base de données solide sur la qualité de l'eau, et une bonne base de données sur la qualité des services de WASH. Les gouvernements locaux seront informés de leurs rôles et responsabilités en matière de gestion des déchets, de protection de la qualité de l'eau et de livraison de services WASH durables et universels, mais aussi de leur droit de faire part de ces questions aux autorités centrales lorsque des problèmes se posent en amont et / ou en dehors de leur territoire de compétence, ou lorsque les politiques ou les modèles de prestation de services pour WASH ou encore les modèles de financement conçus au niveau central ne sont pas adaptés à leur contexte. Simultanément, la capacité des gouvernements locaux est renforcée afin d'être à mesure de gérer des projets / programmes traitant de questions complexes telles que la dégradation de la qualité de l'eau. Les preuves que les OSC développeront montreront la justification d'une meilleure gestion de l'eau et renforceront la motivation du gouvernement central pour faire respecter les politiques et lois en la matière, sur la protection de la qualité de l'eau et sur la prestation de services WASH durables et universels. Le suivi budgétaire fera en sorte que les gouvernements s'engagent et consacrent assez de budgets pour faire face à ces problèmes. On estime que les résultats des OSC ainsi que le renouvellement de l'application des lois par le gouvernement conduiront à une adhésion accrue du secteur privé à l'ODN afin de contribuer à la protection de la qualité de l'eau et aider à livrer des services WASH durables et universels.

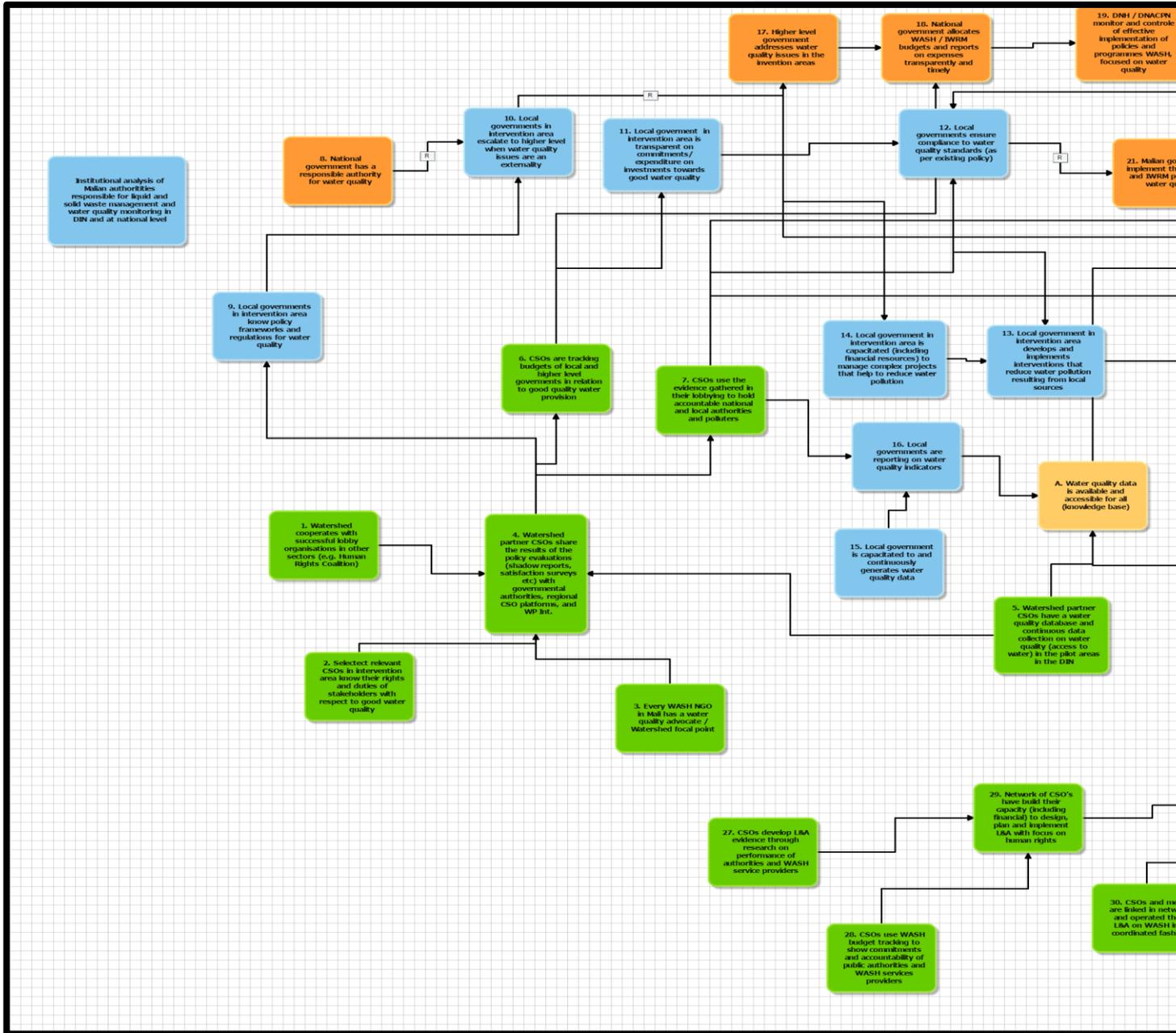
Chaîne des résultats

La TdC comporte 33 résultats regroupés en 3 voies liées au renforcement des OSC (vert), et influençant les autorités locales (bleu), ainsi que les autorités gouvernementales centrales (orange). Un sous-groupe des résultats vise un important produit de base tangible de la connaissance, à savoir des données accessibles de suivi de la qualité de l'eau (A. bleu clair). Cette base de connaissances et les autres résultats sont supposés avoir un impact sur l'amélioration de la qualité de l'eau dans les plans d'eau maliens (B. jaune) et, finalement, cela contribuera à une WASH durable pour tous et «pour toujours» au Mali.

Les résultats 1 à 26 sont liés au sujet thématique de la qualité de l'eau et de la gestion des déchets. Les résultats 27 à 33 sont liés aux sujets thématiques de l'accès universel aux services WASH.



Théorie du changement de Watershed Mali - (voir annexe 6.1 pour la liste complète des résultats)



Les hypothèses qui sous-tendent les TdC de Watershed Mali

- 1) Si nous surveillons la qualité de l'eau, alors les problèmes de disponibilité et d'accès à l'eau sont abordés dans le lobbying en exigeant une eau de bonne qualité, étant donné que l'accès à l'eau dépend de sa qualité.
- 2) Si nous surveillons la qualité des services d'eau et d'assainissement (conformité aux normes internationales convenues, y compris les critères physiques, sociaux, économiques, sanitaires et environnementaux), alors les OSC auront des preuves solides pour tenir les autorités publiques et les prestataires de services responsables des violations des droits de l'homme.
- 3)) Si les OSC surveillent les gouvernements dans l'accomplissement de leurs tâches pour assurer une bonne qualité de l'eau et de bons services WASH, alors ces derniers le feront, car il est bien connu que les gouvernements sont sensibles aux pressions publiques (potentielles), surtout si elles sont appuyées par des partenaires internationaux, à savoir les bailleurs de fonds.
- 4) Si les OSC font un début de collecte, d'analyse et de partage des données sur la qualité de l'eau et des services WASH, alors les autorités locales peuvent être formées pour le faire eux-mêmes (Construction, exploitation, transfert, BOT Build Operate Transfer en anglais), car un tel processus a besoin d'être initié. L'on ne devrait pas supposer que le porteur de responsabilité le fera tout simplement parce qu'il est responsable ou tenu responsable.
- 5)) Si les OSC contrôlent le budget au lieu de la mise en œuvre des politiques relatives à la qualité de l'eau par les autorités nationales, alors elles ont des preuves pour convaincre le gouvernement d'allouer un budget conséquent pour le développement de normes et standard de qualité de l'eau ainsi que l'application des normes aux pollueurs car les données ne peuvent pas être ignorées et les autorités comprendront l'urgence et la gravité de la pollution.
- 6) Si les OSC font le suivi du budget plutôt que la mise en œuvre des engagements en matière de services durables de WASH (ODD 6.1 et 6.2), donc elles ont des preuves pour convaincre le gouvernement d'allouer un budget pour l'atteinte des droits humains à l'eau et à l'assainissement en traitant les questions telles que la fonctionnalité et le respect des normes et standards internationalement convenus car les données ne peuvent pas être ignorées et les autorités comprendront l'urgence et la gravité des violations des droits humains à l'eau et à l'assainissement.
- 7) Si les autorités locales ont des données significatives et continues sur la qualité de l'eau, alors le gouvernement national (ou les plus hautes autorités) sera plus réceptif vis-à-vis des exigences sur la qualité de l'eau car les données sont têtues et ne sauraient être ignorées.
- 8) Si les autorités locales ont des données significatives et continues sur la qualité des services WASH et sur la satisfaction des utilisateurs, le gouvernement national (ou les plus hautes autorités) sera plus réceptif par rapport aux demandes de services WASH fiables et appropriés et parce qu'on ne pourra pas ignorer les données.

- 9) Les politiques et lois actuelles sur la GIRE / WASH manquent de règles et de cadres d'application.
- 10) Les populations sont prêtes à changer de comportement et à prendre leurs responsabilités en tant qu'organisation et individus parce que la combinaison des connaissances et des données, de même que la nécessité et le souhait d'eau saine et un environnement propre les convainquent de changer.

D'autres hypothèses relatives aux divers résultats de la chaîne de résultats seront achevées et élaborées au cours du mois à venir et avant l'atelier sur les WP prévu pour novembre 2016.

3 Suivi et apprentissage

Sur la base de la TdC et des directives du suivi du programme, évaluation et apprentissage (PMEL), l'équipe WP du Mali a pris des décisions par rapport aux résultats à surveiller au cours de la première année, qui contribuent principalement à la base de connaissance sur la qualité et l'accessibilité de l'eau. Ces résultats et indicateurs sont décrits dans le cadre de suivi à la page suivante. L'équipe du WP utilisera différents outils de suivi et d'apprentissage au cours du programme pour mesurer l'impact du renforcement des capacités de certaines OSC afin de faire un lobbying et plaidoyer pour une WASH durable. Ces outils sont :

- **Les autoévaluations de la capacité organisationnelle** seront utilisées comme des outils pour renforcer les capacités des partenaires locaux en matière de lobbying et de plaidoyer pour une WASH durable. La première fois que l'évaluation est effectuée sera considérée comme la ligne de base, qui servira à élaborer un plan d'activités pour le renforcement des capacités. Le but de l'auto-évaluation est la réflexion et l'apprentissage réguliers sur les performances réalisées. L'outil sera utilisé pour les partenaires locaux avec lesquels nous travaillerons dans le cadre du programme au Mali.
- En ce qui concerne le suivi, les échelles QIS (Système d'Information Quantitative) seront utilisées pour évaluer le niveau de changement afin d'atteindre les résultats choisis. Le WP malien utilise des échelles QIS standardisées comme dans les directives du PMEAL et les adaptera au contexte malien et au programme. Le cadre de suivi décrit les échelles QIS qui sont sélectionnées et les résultats auxquels elles correspondent. Les derniers indicateurs seront au menu de la discussion plus tard en 2016.
- **La collecte des résultats** sera utilisée dans le suivi afin de compléter les échelles QIS et les trajectoires ainsi que l'analyse des changements au-delà de ceux prévus. En tant que WP, nous sommes intéressés à conduire cette approche en 2017 pour le programme du Watershed.
- **Les récits de changements** les plus significatifs seront utilisés comme une méthode d'apprentissage pour décrire les processus dans les schémas de changement.

| 1. Résultat- TdC | 2. Indicateur | 3. Description de l'indicateur | 4. Description de la méthode | 5. Fréquence de la mesure | 6. Responsabilité | Commenté [vWF1]: Check outcome numbers since they may have changed. |
|--|---|--|---|---|-------------------|---|
| (Résultat de la TdC 5) Les OSC partenaires du Watershed disposent d'une base de données sur la qualité de l'eau et continuent la collecte des données sur la qualité de l'eau (accès à l'eau) dans les zones pilotes du DIN | Echelle OSC 1 Niveau d'utilisation de preuves fiables pour le L & P | Données recueillies et méthodes de gestion des données | | Tous les 3 mois | WI et Akvo | |
| (Résultat 7 de la TdC) Les OSC utilisent les preuves recueillies lors du lobbying pour obliger les autorités nationales et les pollueurs à rendre compte. | Echelle OSC - 8 Niveau d'obliger les prestataires de service à rendre compte | A déterminer | | Une fois par an. A commencer en 2017 | WI-tous | |
| (Résultat 11 de la TdC) Les autorités locales dans la zone d'intervention font preuve de transparence sur les engagements / les dépenses par rapport aux investissements vers une bonne qualité de l'eau | Echelle Gouv-5 Le gouvernement local alloue le budget de façon transparente à WASH/GIRE Echelle Gouv - 7 Le gouvernement local fait preuve de transparence sur les dépenses de WASH/GIRE | Disponibilité des données (données ouvertes, données accessibles) | | Tous les 6 mois A commencer en 2017 | IRC & Akvo | |
| (Résultat 15 de la TdC) Le gouvernement local est en mesure de/ et génère des données sur la qualité de l'eau | Gouv 10 Niveau de suivi gouvernemental des services WASH et GIRE au-delà de la fonctionnalité des facilités | A déterminer | | Une fois par an | WI - Tous | |
| (Résultat 16 de la TdC) Les gouvernements locaux font des rapports sur les indicateurs de qualité de l'eau | Echelle Gouv - 10 Le gouvernement produit des données fiables sur les services WASH et GIRE au-delà de la fonctionnalité des installations | Données disponibles sur la qualité de l'eau (indicateur spécifique à déterminer) | | Une fois par an | WI - Tous | |
| (Résultat 18 de la TdC) Le gouvernement national alloue les budgets de WASH / GIRE et rend compte des dépenses de manière transparente et à temps. | Echelle Gouv-4 Le gouvernement national pratique une allocation budgétaire transparente (inclusive, durable) Echelle Gouv - 6 Le gouvernement national fait preuve de transparence sur les dépenses de WASH / GIRE | Affectation budgétaire et données sur les dépenses | | Une fois par an | WI - Tous | |
| (Résultat 19 de la TdC) La DNH / DNACPN surveillent et contrôlent la mise en œuvre efficace des politiques et des programmes WASH, axés sur la qualité de l'eau | Echelle Gouv. 11 Niveau du suivi des investissements sectoriels liés au statut ODD de WASH et GIRE. | A déterminer | | Une fois par an | WI - Tous | |
| (Résultat 21 de la TdC) Le gouvernement malien met en œuvre ses politiques WASH et GIRE sur la qualité de l'eau | Echelle Gouv-8 Niveau d'intégration de WASH / GIRE dans la mise en œuvre et le suivi par le gouvernement national | A déterminer | | Une fois par an | WI | |
| (Résultat de la TdC 27) Les OSC élaborent des preuves de L & P grâce à des recherches sur la performance des autorités et des prestataires de services WASH | Echelle OSC - 8 Niveau de rendre les prestataires de services redevables | Des données à la communication et la dissémination vers les décideurs | Fait des rapports sur : 1) La qualité des services de WASH par rapport aux normes des ODG & 2) la satisfaction des utilisateurs par rapport aux services WASH | Tous les 3 mois | IRC & Akvo | |

| | | | | | | |
|---|---|------------------------------------|---|---|------------|--|
| | | | Des études de cas par rapport aux violations des principes des droits humains à l'eau et à l'assainissement | | | |
| (Résultat 28 de la TdC) Les OSC utilisent le suivi budgétaire de WASH pour montrer les engagements et la redevabilité des autorités publiques et des prestataires de services WASH | Echelle OSC - 8 Niveau de rendre les prestataires de services redevables | A déterminer | Fait des rapports sur l'allocation budgétaire et les dépenses par rapport aux engagements sur les ODD. | | | |
| (Résultat 30 de la TdC) Les OSC et les médias sont liés en réseau et exploitent leurs L & P sur WASH de manière coordonnée | Echelle OSC - 3 Niveau de collaboration avec d'autres OSC pour une L & P efficace | A déterminer | Protocole d'accord et plan d'action coordonnée pour le L&P pour les droits humains aux services d'eau et d'assainissement | | | |
| (Résultat de la TdC 31) Les OSC exercent des pressions sur les pouvoirs publics et les prestataires de services pour améliorer les services WASH | OSC Echelle CSO - 8 Niveau de rendre les prestataires de services redevables | Activités actuelles de L&P des OSC | Fait des rapports sur des actions concrètes de L&P mises en œuvre par les OSC et ciblent les autorités publiques et les prestataires de services | Tous les deux mois A commencer en 2017 | IRC & Akvo | |
| (Résultat 32 de la TdC) Les pouvoirs publics et les prestataires de services WASH sont responsables des services qu'ils fournissent | Echelle Gouv - 8 Les OSC obligent les prestataires de services à rendre compte | A déterminer | | Une fois par an | WI - Tous | |
| (Résultat 33 de la TdC) Les pouvoirs publics et les prestataires de services WASH répondent aux besoins des utilisateurs et des OSC pour des services fiables et durables | Echelle Gouv -1 Le niveau de réactivité du gouvernement aux demandes des parties prenantes sur la WASH et la GIRE. | A déterminer | Fait des rapports sur les changements opérés par les autorités publiques et les prestataires de services selon les activités de L&P (les engagements et les améliorations dans les politiques, allocations budgétaires, dépenses ainsi que les modèles de prestation de service | Tous les trimestres | Tous | |

4 Gestion de WP

Gestion du WP Mali

L'équipe du Watershed Mali est composée des partenaires du consortium Watershed, à savoir Wetlands International - Mali (partenaire principal, basé au Mali), IRC (Burkina Faso) et Akvo (Mali). Ces partenaires sont les principaux organismes de mise en œuvre du programme du Watershed Mali.

Wetlands International dirige le programme Watershed au Mali tandis que le programme de mise en œuvre est dirigé par le bureau de WI à Bamako, au Mali (de même que le bureau de terrain à Mopti / Sevaré). En tant qu'organisme chef de file, WI fournira une coordination générale et sera responsable de la gestion du programme ainsi que de la liaison avec les autres équipes du WP. Cette tâche comprend la coordination quotidienne, la gestion du cycle de rapport, y compris les rapports financiers, ainsi que la passation de contrats avec certains partenaires locaux de mise en œuvre, au besoin, pendant la phase de mise en œuvre. Wetlands International Mali sera responsable de la coordination et de l'orientation stratégique globale de l'équipe locale et de ses partenaires. En plus du rôle de chef de fil et de coordination, Wetlands International travaillera avec ses partenaires locaux et internationaux afin d'assurer le soutien aux OSC locales en matière de développement des connaissances sur la GIRE, les zones humides et pour que les questions soient intégrées dans les plans de plaidoyer et de lobbying.

L'IRC contribue à ce programme dans trois principaux domaines : la documentation sur la connaissance de programme, le partage et l'apprentissage, le renforcement de capacité des OSC (avec des outils et des moyens d'orientation sur WASH, ainsi que le suivi des indicateurs WASH. L'IRC montrera aux OSC comment faire le suivi des indicateurs WASH (en particulier les indicateurs de politique nationale, d'allocation budgétaire et des principes des droits humains) et comment utiliser les données pour le lobbying et le plaidoyer en faveur des droits humains à l'eau et à l'assainissement.

Akvo offre des services de données et des outils. Au Mali Akvo met l'accent sur le renforcement des capacités des organisations locales de la société civile en rassemblant les données de lobbying requises pour la qualité de l'eau dans le delta intérieur du Niger. Akvo évalue si les données sont utiles en utilisant une plate-forme de données pour analyser, combiner et visualiser les données, qui seront transférées aux OSC à travers une formation élaborée. Akvo propose également des outils et une formation aux OSC locales pour la collecte de données afin de rassembler les données manquantes (par exemple sur la qualité de l'eau), joue un rôle dans la promotion de la transparence des données nécessaires et le lobbying pour des données ouvertes de même que l'assistance dans la révision et l'élaboration des normes de qualité de l'eau.

Le rôle de l'**ambassade des Pays-Bas** à Bamako sera examiné et convenu ultérieurement. Il est probable qu'elle jouera un rôle important dans la création et la facilitation d'accès aux

bons réseaux et coordonnera les synergies entre les multiples partenariats stratégiques existant au Mali.

Chaque partenaire du consortium a un point focal local basé au Mali, à l'exception de l'IRC dont le représentant est basé au Burkina Faso. L'équipe du Watershed Mali est soutenue par ses homologues organisationnels basés aux Pays-Bas. L'équipe basée aux Pays-Bas et celle du Mali tiennent régulièrement sur Skype des réunions mensuelles de coordination.

Après la phase de démarrage, l'équipe du Watershed Mali est censé établir plus de liens avec les WP internationaux et de développement des ressources, ainsi qu'avec d'autres partenariats stratégiques axés sur le Mali (tels que Partenaires pour la résilience), l'Alliance Néerlandaise WASH et le programme BAMGIRE, parmi les principaux projets financés par le ministère néerlandais des Affaires étrangères.

Principaux risques et obstacles à la mise en œuvre du projet

- La **situation sécuritaire** au Mali est un obstacle majeur à surmonter et qui requiert que les activités sur le terrain soient soigneusement planifiées. Dans la situation actuelle, le ministère des Affaires étrangères néerlandais recommande à ses citoyens d'éviter de voyager sur une grande partie du territoire malien, limitant la mobilité du personnel néerlandais. Au cas où la situation sécuritaire s'aggraverait, notre programme ne serait pas la première priorité du gouvernement malien.
- L'analyse contextuelle montre que **c'est essentiellement le manque de volonté politique et de capacité de mise en œuvre** qui entrave une mise en œuvre plus durable et plus intégrée de WASH (et non pas le manque de technologie et de fonds). Le gouvernement a tendance à se concentrer sur les secteurs qui contribuent directement au PIB. Changer la volonté politique sera une tâche difficile de lobbying.
- **L'utilisation des données et d'informations, d'une part, dans l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et, d'autre part, dans le suivi** des effets des interventions et la conformité au cadre convenu, est à peine une réalité ; même dans les secteurs WASH et GIRE. La question de savoir quelle autorité gouvernementale est responsable de la collecte et surtout du partage des données et d'informations sur la qualité de l'eau, la gestion des déchets, et, de façon générale sur l'accès à WASH et le respect des engagements, demeure confuse. Le changement pour une meilleure pratique commence avec la conviction que la prise de décision basée sur des preuves est meilleure que celle basée sur le sentimentalisme. Il s'agit là encore d'un autre changement de comportement qui nécessite un lobbying continu et à long terme dans beaucoup de domaines où les gouvernements fournissent des services à la société (parallèlement au renforcement des capacités du système éducatif malien).

5 Budgets 2016 & 2017 du WP de Watershed Mali

Leader de WP Wetlands International
 Années budgétaires 2016 & 2017
 Budgets internes €240,000 & €290,000
 Monnaie Euro

| Poste budgétaire | Akvo | | IRC | | Wetlands | |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| 1. Renforcement de capacités | 50,000 | 70,175 | 22,917 | 20,450 | 46,000 | 39,859 |
| 2. Lobbying et Plaidoyer | - | 5,000 | 6,667 | 11,650 | 19,000 | 14,925 |
| 3. Connaissance, Recherche et PMEL | - | 14,600 | 20,417 | 27,900 | 60,000 | 48,340 |
| 4. Administration et Gestion | - | - | - | - | 15,000 | 42,534 |
| Totaux | 50,000 | 89,775 | 50,001 | 60,000 | 140,000 | 145,658 |

6 Annexes

6.1 Revue des résultats de la théorie du changement

| Théorie du changement Watershed Mali - Revue des résultats |
|--|
| Organisations de la société civile |
| 1. Watershed coopère avec les organisations de lobbyistes ayant réussi dans d'autres secteurs (par exemple les Coalitions de droits de l'homme) |
| 2. Certaines OSC pertinentes dans les zones d'intervention connaissent leurs droits et leurs devoirs envers les parties prenantes en ce qui concerne la qualité de l'eau |
| 3. Chaque ONG de WASH au Mali a un agent qui s'occupe de plaider en matière de qualité de l'eau / de point focal de Watershed |
| 4. Les OSC partenaires du Watershed partagent les résultats des évaluations de politiques (rapports parallèles, enquêtes de satisfaction, etc.) avec les autorités gouvernementales, les plateformes régionales des OSC et WP Int. |
| 5. Les OSC partenaires du Watershed disposent d'une base de données sur la qualité de l'eau et d'une collecte continue de données sur la qualité de l'eau (accès à l'eau) dans les zones pilotes du DIN |
| 6. Les OSC suivent les budgets des autorités locales et plus hautes autorités en ce qui concerne l'approvisionnement en eau de bonne qualité |
| 7. Les OSC utilisent les preuves recueillies lors du lobbying pour rendre les autorités nationales et locales et les pollueurs obligés de rendre compte |
| 25. Les citoyens sont conscients de la qualité de l'eau locale, de ses conséquences et de ses causes |
| 26. Les citoyens changent de comportement qui dégrade localement la qualité de l'eau |
| 27. Les OSC développent des preuves de L & P grâce à des recherches sur la performance des autorités et des prestataires de services WASH |
| 28. Les OSC utilisent le suivi de budget WASH pour montrer les engagements et la redevabilité des autorités publiques et des prestataires de services WASH |
| 29. Le réseau des OSC a renforcé leurs capacités (y compris financières) pour concevoir, planifier et mettre en œuvre des L & P axés sur les droits de l'homme |
| 30. Les OSC et les médias sont liés en réseau et gèrent de manière coordonnée leurs activités de L & P sur la WASH |
| 31. Les OSC exercent des pressions sur les pouvoirs publics et les prestataires de services pour améliorer les services WASH |
| Gouvernement local |
| 9. Les gouvernements locaux dans la zone d'intervention connaissent les cadres politiques et les règlements sur la qualité de l'eau |
| 10. Les gouvernements locaux dans la zone d'intervention font passer les problèmes de qualité de l'eau à un niveau plus élevé lorsque ces derniers constituent une externalité |
| 11. Le gouvernement local dans la zone d'intervention fait preuve de transparence par rapport aux engagements / dépenses sur les investissements vers une bonne qualité de l'eau |
| 12. Les autorités locales veillent au respect des normes de qualité de l'eau (conformément à la politique existante) |
| 13. Le gouvernement local dans la zone d'intervention élabore et met en œuvre des interventions qui réduisent la pollution de l'eau résultant de sources locales |
| 14. Le gouvernement local dans la zone d'intervention a des capacités (y compris en ressources financières) pour gérer des projets complexes qui contribuent à réduire la pollution de l'eau |
| 15. Le gouvernement local a la capacité et peut produire de façon continue des données sur la qualité de l'eau |
| 16. Les autorités locales font du rapportage sur les indicateurs de la qualité de l'eau |

| Gouvernement national |
|---|
| 8. Le gouvernement national a une autorité responsable de la qualité de l'eau |
| 17. Les plus hautes autorités gouvernementales traitent des questions de qualité de l'eau dans les zones d'intervention |
| 18. Le gouvernement national alloue les budgets WASH / GIRE et rend compte des dépenses de façon transparente et à temps |
| 19. La DNH / DNACPN surveillent et contrôlent la mise en œuvre efficace des politiques et des programmes WASH, axés sur la qualité de l'eau |
| 20. La DNH / DNACPN (autorités maliennes compétentes) veillent sur le respect des normes et politiques en matière de qualité de l'eau |
| 21. Le gouvernement malien met en œuvre ses politiques WASH et GIRE sur la qualité de l'eau |
| 22. Le gouvernement national malien élabore des normes et des standards de qualité de l'eau, y compris un système de conformité |
| 23. L'ODN est au courant des conséquences de l'utilisation d'engrais et de pesticides sur la qualité de l'eau |
| 24. L'ODN est disposé à respecter les normes de qualité de l'eau convenues pour l'écoulement restitué de l'irrigation |
| 32. Les autorités publiques et les prestataires de services WASH sont responsables des services qu'ils fournissent |
| 33. Les pouvoirs publics et les prestataires de services WASH répondent aux demandes des utilisateurs et des OSC |
| Impacts attendus |
| A. Les données sur la qualité de l'eau sont disponibles et accessibles à tous (base de connaissances) |
| B. La qualité de l'eau est adaptée à l'utilisation de l'eau et au fonctionnement des écosystèmes |
| C. Une WASH durable pour tous au Mali |

Analyse institutionnelle des autorités maliennes responsables de la gestion des déchets liquides et solides et du suivi de la qualité de l'eau tant au niveau du DIN qu'au niveau national